

## Violence politique et désobéissance civile

Prévention, encadrement légal, exemples historiques (Velvet Revolution).

En 1989, onze jours ont suffi pour renverser quarante ans de régime communiste en Tchécoslovaquie. En 2012, sept mois de grève étudiante ont annulé une réforme universitaire au Québec. En 2022, trois semaines de blocage à Ottawa ont forcé l'invocation de la Loi sur les mesures d'urgence pour la première fois de l'histoire canadienne. Ces trois résultats radicalement différents découlent de mobilisations qui partageaient un même point de départ : une frustration populaire face à un gouvernement qui ne répondait pas. Ce qui les sépare, ce ne sont pas les intentions des participants. Ce sont les mécanismes qu'ils ont utilisés ou ignorés.



La violence politique prend trois formes qu'il faut distinguer pour comprendre comment chacune se nourrit des autres. La violence d'État désigne l'usage de la force coercitive par les institutions contre des citoyens : arrestations de masse, dispersion violente, recours disproportionné aux corps policiers. La violence militante recouvre les actes délibérés de résistants contre des cibles symboliques ou matérielles, sabotage, émeute, blocage forcé. La violence structurelle, concept formulé par Johan Galtung dans *Violence, Peace, and Peace Research* -- Galtung, *Journal of Peace Research* (1969), désigne les mécanismes systémiques qui empêchent des groupes d'atteindre leur plein potentiel : exclusion économique, marginalisation culturelle, discrimination institutionnalisée. Cette dernière ne produit aucune scène visible de conflit, mais elle génère les conditions dans lesquelles les deux premières formes deviennent probables. Un gouvernement qui traite la violence militante sans s'interroger sur la violence structurelle qui l'a précédée ne résout rien : il reporte.

Ce que les politologues appellent le "paradoxe de la répression" explique pourquoi la violence d'État rate presque toujours son objectif déclaré. Lorsqu'un État utilise une force perçue comme disproportionnée contre des manifestants pacifiques, il ne dissout pas le mouvement : il le légitime aux yeux du public et recrute pour lui parmi des observateurs jusque-là neutres. Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly ont documenté ce mécanisme dans *Dynamics of Contention* (2001) : la brutalité visible transforme la sympathie passive en engagement actif. Le Printemps érable de 2012 en est une démonstration directe. La Loi 12, adoptée sous bâillon le 18 mai par le gouvernement Charest pour interdire tout rassemblement de plus de 50 personnes sans préavis de huit heures, a provoqué en 48 heures les plus grandes manifestations de l'histoire québécoise. L'outil répressif avait amplifié exactement ce qu'il prétendait contenir. Ce paradoxe opère principalement dans les démocraties où la presse est libre et où l'opinion publique exerce une pression électorale réelle. Face à des régimes qui contrôlent totalement l'information, la mécanique est différente, ce qui explique pourquoi la Tchécoslovaquie de 1989 et la Biélorussie de 2020, pourtant comparables en intensité de mobilisation, ont produit des résultats opposés.

La désobéissance civile repose sur une tradition éthique précise qui la sépare nettement de la rébellion. Henry David Thoreau en pose les bases dans *Résistance au gouvernement civil* (1849) : l'individu a le devoir moral de refuser d'obéir à des lois injustes, à condition d'assumer publiquement les conséquences légales de ce refus. Ce détail, accepter l'arrestation plutôt que la fuir, est central : il signale que le désobéissant conteste la loi, pas l'autorité de la société à se gouverner. Gandhi a déployé ce principe à l'échelle de masse sous le nom de *satyagraha*, d'abord contre les lois de ségrégation en Afrique du Sud, puis contre la domination britannique en Inde. Concrètement, cela signifiait refuser de payer des taxes, boycotter les produits britanniques, occuper des installations sans les détruire. Martin Luther King en a fourni la formulation la plus directe : «*One has not only a legal but a moral responsibility to obey just laws. Conversely, one has a moral responsibility to disobey unjust laws*» -- King, *Letter from Birmingham Jail* (1963).

Gene Sharp a transformé cette tradition morale en méthode politique dans *The Politics of Nonviolent Action* (1973), en recensant 198 formes concrètes d'action : grèves sectorielles, boycotts économiques ciblés, refus de coopération administrative, occupations pacifiques. Son argument central est structural : «*le pouvoir politique dépend de la coopération volontaire de la population ; retirer cette coopération est le moyen le plus efficace de forcer un changement sans recourir à la violence*» -- Sharp (1973). Ce que cela signifie en pratique : en 1944, au Danemark occupé, des fonctionnaires danois ont cessé d'exécuter les ordres administratifs allemands concernant la déportation des Juifs, rendant l'opération logistiquement impossible sans renforcement militaire massif. Le régime n'a pas été renversé par la force, mais paralysé par l'absence de coopération de ceux dont il avait besoin pour fonctionner. Un gouvernement ne tient pas parce qu'il est fort : il tient parce que des fonctionnaires exécutent ses ordres, des soldats maintiennent ses frontières, des contribuables financent ses opérations. Retirer méthodiquement ces coopérations, secteur par secteur, crée une pression que la répression seule ne peut pas résoudre.

L'efficacité comparée de la résistance non-violente n'est pas une position morale : c'est une corrélation statistique robuste. Erica Chenoweth et Maria Stephan ont analysé 323 campagnes de résistance politique entre 1900 et 2006 dans *Why Civil Resistance Works* (2011). Les campagnes non-violentes atteignent leurs objectifs dans 53 % des cas, contre 26 % pour les campagnes violentes. Chenoweth a également observé que toutes les campagnes ayant mobilisé plus de 3,5 % de la population totale de façon soutenue avaient réussi, ce que les médias ont simplifié en "règle des 3,5 %". Chenoweth elle-même a nuancé cette formulation en 2019, après que des mobilisations au Soudan, en Biélorussie et à Hong Kong ont dépassé ce seuil sans aboutir : «*The 3.5% is not a guarantee*» -- Chenoweth, *The Guardian* (2019). Il s'agit d'une corrélation historiquement forte, pas d'un seuil mécanique. La raison de la supériorité statistique de la non-violence tient à la structure du recrutement : une campagne pacifique abaisse le coût de participation, ce qui élargit la base sociale et augmente la probabilité de défections au sein des appareils d'État. Une armée dont les soldats refusent d'obéir ne peut pas réprimer.

La Révolution de velours de novembre 1989 en Tchécoslovaquie illustre ce mécanisme à son point d'efficacité maximale. Le 17 novembre, la police disperse brutalement une manifestation étudiante à Prague. Plutôt que de riposter, le mouvement refuse toute provocation et appelle à une grève générale. Entre 300 000 et 500 000 personnes occupent quotidiennement la place Venceslas. Le 29 novembre, le Parlement abroge l'article garantissant le rôle dirigeant du Parti communiste, onze jours après la répression initiale. Ce qui a rendu cette rapidité possible, c'est moins le nombre de manifestants que la coordination entre étudiants, acteurs culturels et syndicats sous le Forum civique de Václav Havel, et surtout le refus collectif de mordre à l'hameçon des provocateurs qui auraient pu fournir à l'armée un prétexte d'intervention. Il faut intégrer un facteur structural décisif : Gorbatchev avait signalé que l'URSS n'interviendrait pas militairement, contrairement à 1956 et 1968. La non-violence a été le vecteur de la chute dans un contexte géopolitique déjà favorable, ce cas ne prouve pas qu'elle triomphe de tout régime en toutes circonstances, mais il montre qu'elle maximise les chances lorsque le régime a perdu ses soutiens extérieurs.

Le Printemps érable de 2012 illustre comment une mobilisation longue peut inverser une décision gouvernementale dans une démocratie stable, et à quel prix. La hausse de 75 % des droits de scolarité annoncée par le gouvernement Charest déclenche une grève de sept mois. Le 22 mars 2012, entre 200 000 et 400 000 personnes défilent à Montréal. En six mois, 2 500 arrestations sont effectuées. La CLASSE, la FECQ et la FEUQ maintiennent une structure de commandement visible et publique, ce qui rend les négociations possibles et contient, sans les éliminer, les débordements nocturnes qui ont périodiquement retourné une partie de l'opinion. La hausse est annulée par le gouvernement Marois en septembre 2012. Deux nuances s'imposent : Marois avait campaigned sur cette annulation, ce qui signifie que l'effet de la mobilisation a transité par les urnes autant que par la pression directe. Et la structure organisationnelle n'a pas empêché tous les incidents, elle a limité leur capacité à décrédibiliser l'ensemble du mouvement aux yeux du public.

Le Convoi de la liberté d'Ottawa de janvier et février 2022 pose une question analytique précise : qu'est-ce qu'un succès politique pour une mobilisation? Si le critère est l'obtention d'un accord négocié avec le gouvernement fédéral, le Convoi a échoué, il a été dispersé par invocation de la Loi sur les mesures d'urgence sans concession formelle. Si le critère est l'impact sur les politiques publiques, le bilan est plus ambigu : plusieurs provinces ont assoupli ou abandonné leurs exigences vaccinales dans les semaines suivantes, sous une pression politique dont le Convoi était une composante. Ce que le cas illustre sans ambiguïté, c'est le coût de l'absence de revendications formalisées dans un cadre institutionnel : sans interlocuteur identifié et sans demande traduisible en décision gouvernementale vérifiable, une mobilisation même massive ne peut pas distinguer la victoire de la défaite, et ses participants non plus.

Le cadre légal québécois et canadien fournit des instruments précis pour encadrer la contestation sans la supprimer. L'article 3 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec garantit les libertés de réunion pacifique et d'association. Les articles 2c et 2d de la Charte canadienne protègent les mêmes libertés au niveau fédéral, avec une limite à l'article premier : toute restriction doit être justifiable dans une société libre et démocratique, ce qui impose au gouvernement un fardeau de preuve devant les tribunaux. Ces protections ont une portée pratique concrète : plusieurs arrestations du Printemps érable ont été jugées illégales, contraignant les corps policiers à réviser leurs protocoles. Les pétitions officielles à l'Assemblée nationale déclenchent une obligation formelle de réponse gouvernementale. Les recours en contrôle judiciaire permettent de contester en urgence des décisions exécutives. Ces mécanismes ne fonctionnent que si un mouvement les anticipe dès sa phase de planification, ce qui suppose une coordination entre militants et juristes avant les premières actions, pas après les premières arrestations.

Ce que l'ensemble de ces cas démontre, c'est que la question centrale n'est pas de savoir si une contestation sera violente ou non-violente. C'est de savoir si elle est lisible. Un mouvement lisible, dont les revendications sont formulées, les actions documentées, le commandement identifiable et la conduite cohérente avec ses objectifs déclarés, force son adversaire à répondre sur le fond plutôt que sur la forme. Un mouvement illisible offre à l'État le choix de son prétexte. La Velvet Revolution était lisible. Le Printemps érable l'était suffisamment. Le Convoi de la liberté ne l'était pas assez. C'est cette lisibilité, plus que le nombre de participants ou la durée de la mobilisation, qui détermine si la pression politique se convertit en changement réel ou se dissipe en bruit.

Louis-Martin Carrière